



Les femmes, à la paix comme à la guerre



CESAR CARRION, SIG

Des membres du gouvernement colombien et des FARC entament les pourparlers pour mettre fin au conflit, à Oslo, en Norvège.

Il n'y a pas de paix véritable qui ne donne leur place aux femmes

Fin 2012, lorsque les autorités colombiennes et les FARC, la plus grande guérilla du pays, se sont rencontrées en Norvège pour entamer les pourparlers de paix, il y avait une seule femme à la table de négociation : la médiatrice norvégienne. Ce cas est loin d'être unique, puisque selon une étude d'ONU Femmes portant sur 31 processus de paix en vingt ans, neuf négociateurs et signataires sur dix sont des hommes.

Les femmes, qu'elles soient combattantes ou non, sont affectées de manière différenciée par les conflits armés. Bien souvent, il leur incombe de fournir la nourriture, les vêtements et le logement à leur famille et à leurs enfants, durant et après les conflits. La violence sexuelle et basée sur le genre est une arme de guerre : par conséquent, les femmes souffrent de traumatismes physiques et psychiques, d'infections transmises sexuellement, de grossesses non désirées et de stigmatisation.

(...) selon une étude d'ONU Femmes portant sur 31 processus de paix en vingt ans, neuf négociateurs et signataires sur dix sont des hommes.

Au fil des ans, Inter Pares a collaboré avec de nombreuses organisations de la base menées par des femmes qui ont fait face à des conflits sociaux, politiques et armés. Cependant, elles sont rarement présentes aux réunions officielles où les factions armées se retrouvent pour négocier la paix. L'année dernière, Consejería

en Proyectos, principal homologue d'Inter Pares en Amérique latine, a organisé quatre rencontres de partage d'expériences entre des femmes et des organismes ayant une expérience directe des conflits armés.

Les trois premières ont réuni des femmes du Guatemala, du Salvador et de l'état mexicain du Chiapas; elles ont contribué à l'examen international de la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU. Celle-ci établit un cadre juridique international qui tient compte de l'impact démesuré de la guerre sur les femmes et du rôle essentiel qu'elles jouent

PAGE 4 ▶

AUSSI DANS CETTE ÉDITION

LA PAIX N'EST PAS UNE MINCE AFFAIRE

LES FEMMES DU MALI : UN MODÈLE POUR LA PAIX

La paix n'est pas une mince affaire

La paix. Ce terme évoque la douce image de communautés baignant dans la tranquillité. Dans des pays comme la Birmanie, ravagée par des décennies de conflit, le début d'un processus de paix fait souffler un vent d'optimisme sur les médias nationaux et internationaux; il rassure les diplomates et les investisseurs et relance les activités de développement. Mais pour celles et ceux qui ont été directement touchés par le conflit, cet enthousiasme est teinté d'un scepticisme né d'une impression de déjà-vu.

Dès 2011, le gouvernement birman marque un intérêt renouvelé pour l'instauration de la paix; mais, comme par le passé, le processus est lent et controversé. Tout comme ailleurs dans le monde, il est aussi conduit par des hommes, bien que la participation des femmes soit garante d'accords plus durables. D'ailleurs, leur absence des divers pourparlers sur le cessez-le-feu et initiatives de consolidation de la paix a vite été soulignée. Malheureusement, la question de leur participation est sujette à toutes sortes d'interprétations; pour beaucoup, le fait qu'elles soient simplement autour de la table semble suffisant.

En Birmanie, le processus de paix pâtit du mystère qui l'entoure, de l'exclusion de nombreux groupes ethniques armés, du blocage des pourparlers politiques et de la pression énorme que fait peser la poursuite des projets d'extraction des ressources naturelles. On s'attend à ce que les groupes de la résistance

Tout comme ailleurs dans le monde, [le processus de paix] est aussi conduit par des hommes, bien que la participation des femmes soit garante d'accords plus durables.

cautionnent un processus constitutionnel biaisé qui maintiendra l'emprise des militaires sur le pays et centralisera le pouvoir aux mains d'un gouvernement national, sapant les aspirations des groupes ethniques à l'autonomie dans le cadre d'un état de type fédéral.

Tout processus de paix est coûteux; mais il peut rapporter gros. La société civile peut-elle transformer les structures du pouvoir si le processus est encadré et contrôlé par une élite largement masculine et militaire? Pour les



ORGANISATION DE FEMMES KAREN



ORGANISATION DE FEMMES KAREN

L'Organisation de femmes karen promeut le rôle des femmes dans les processus de paix et fait de la sensibilisation de diverses manières, y compris des événements publics tels que les célébrations de la Journée internationale des Femmes (en haut, dans le camp Ei Tu Hta) et la Journée internationale de la Paix (en bas, dans le village Htee Wat Blaw).

organisations communautaires, le choix est difficile : si elles refusent de s'engager dans un processus susceptible de consolider le pouvoir de l'armée et l'impunité de ses membres, elles risqueraient d'être encore plus marginalisées et taxées de belliqueuses. Certains groupes de défense des droits des femmes avec lesquels Inter Pares collabore ont adopté une posture critique, proposant des alternatives à ce processus tout en revendiquant l'inclusion des femmes. Pour Inter Pares, les dernières années ont été un rappel constant des défis liés à la consolidation de la paix et de la nécessité de soutenir les choix de ses homologues. 

Les femmes du Mali : un modèle pour la paix

Les leaders communautaires qui se sont réunis à Gao en juillet dernier ont connu leur lot d'horreurs, d'espoirs et de trahisons. Située sur les rives du fleuve Niger, Gao est le chef-lieu d'une des régions du Mali les plus touchées par la guerre civile. Avec l'appui d'ACORD, homologue de longue date d'Inter Pares en Afrique, 24 femmes et 24 hommes des organisations de défense des droits de la femme, GREFFA et AMPRODE, se sont réunis pour discuter de la manière de régler le conflit national par l'instauration d'une paix vraie et durable.

Ils estiment devoir, avant tout, traiter les séquelles de la guerre : la peur et la violence qui ont divisé leurs communautés et leur nation.

Un mois plus tôt, un accord de paix avait été signé entre le gouvernement et les factions rebelles pour mettre un terme à trois ans de conflit armé au cours duquel les droits humains ont été bafoués par toutes les parties. Les femmes et les filles, pour la plupart des non-combattantes, ont fait les frais de la violence : viol collectif de femmes et de filles de communautés « ennemies », mariage forcé, tabassage, flagellation pour faute supposée, expulsion de leurs terres. Pourtant et en dépit des limitations croissantes de leurs libertés, les femmes ont continué de jouer un rôle essentiel en assurant la survie de leur famille, plantant des jardins, assurant la pérennité des marchés locaux et accueillant celles et ceux qui fuyaient la violence.

Les participantes à la réunion de Gao se sont penchées sur les causes de la violence et sur la méfiance, la peur et les séquelles qu'elle a laissées. En dépit de leurs origines diverses, elles ont évoqué l'exclusion sociale dans leurs propres communautés. Elles ont aussi partagé l'expérience commune de l'exacerbation des rivalités pour l'accès à l'eau et à la terre en raison de l'accaparement des terres pour les activités minières, de l'agriculture d'exportation et des effets des changements climatiques.

Les thèmes abordés étaient sensibles et difficiles; pourtant, les participantes ont réussi à identifier les mesures à prendre dans leurs communautés pour établir une paix qui n'est pas qu'une trêve, une paix qui tienne compte

de leurs besoins, de ceux de leurs familles et de leurs communautés déchirées par la guerre. Sur les rives du fleuve Niger, des femmes – et des hommes venus les soutenir – se sont réunis pour retrouver l'espoir et devenir un modèle pour la paix qu'elles désirent construire. 

Inter Pares et ACORD soutiennent l'autonomisation des femmes et des filles du Mali pour créer des sociétés de paix, justes et participatives, loin de toute forme de peur et de violence, et pour rebâtir des systèmes alimentaires et des moyens de subsistance durables.



ACORD



ACORD

Haut : Des femmes leaders partageant leur expérience du conflit.
Bas : Des femmes du Nord et du Sud du Mali se sont rassemblées pour réfléchir à un modèle pour la paix.



JULIANA DUICA, PCS

Le personnel de Consejería en Proyectos célèbre le cessez-le-feu conclu plus tôt cette année, entre le gouvernement colombien et les FARC.

L'année dernière, Consejería en Proyectos, a organisé quatre rencontres de partage d'expériences entre des femmes et des organismes ayant une expérience directe des conflits armés.

Il n'y a pas de paix véritable qui ne donne leur place aux femmes

Suite de la page 1

dans la gestion et la résolution des conflits ainsi que l'instauration d'une paix durable. Quant à la quatrième rencontre, elle a réuni un groupe de femmes d'Amérique centrale avec plus de deux cents femmes colombiennes; ensemble, elles ont défini le sens de la paix pour leurs communautés tout en tirant les leçons de l'expérience de pays ayant déjà connu un processus de paix.

Ces rencontres ont aussi été l'occasion de célébrer les réalisations des organisations de femmes de la base dans le domaine de la consolidation de la paix. Au Guatemala, au Salvador et au Chiapas, elles ont été un élément indispensable des laborieux processus de paix et de réconciliation, ont abordé ouvertement la problématique de la violence et ont revendiqué la participation des femmes à la vie politique ainsi que leur accès à la justice. Le mouvement des femmes colombiennes a, pour sa part, préparé le terrain pour les pourparlers de paix

en cours. De plus, grâce à son plaidoyer acharné, le gouvernement colombien et les FARC ont fini par intégrer des femmes à leur délégation et créer un comité chargé de veiller à l'inclusion d'une perspective de genre dans les pourparlers de paix.

Une chose est sûre : la signature d'un accord de paix ne signifie pas la fin d'un conflit. Dès la conclusion d'un accord, l'attention de la communauté internationale se tourne ailleurs. Toutes les formes d'appui sont alors canalisées vers les instances gouvernementales, ce qui contribue à marginaliser de nouveau les organisations de femmes et communautaires qui ont pourtant contribué au succès du processus, alors qu'elles représentent des populations dont l'exclusion est à l'origine même du conflit. À mesure que la Colombie progresse vers une nouvelle ère de paix et de démocratie, il est essentiel d'assurer que les femmes ont leur mot à dire et participent activement sur tous les plans. 

INTER PARES

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada

Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • info@interpares.ca • www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par Affaires mondiales Canada.



Affaires mondiales
Canada